

Madagascar : une crise profonde

CCFD - Terre Solidaire - Charlotte Boulanger – 27/04/10

Madagascar se trouve plongée depuis plus d'un an dans une crise politique aiguë aux conséquences économiques et sociales dévastatrices. Elle se traduit aujourd'hui par un appauvrissement dramatique de la population, un délitement de l'état de droit et un risque d'emballement de la corruption (trafic du bois de rose, accaparement des terres, etc.)

Pour les partenaires du CCFD-Terre Solidaire, la crise n'est pas sans conséquence et la société civile de Madagascar interpelle sur la gouvernance actuelle du pays : « Nous, ensemble, les Organisations de la Société Civile, continuons de constater le blocage dans lequel la population est la première perdante : perte d'emplois, cherté grandissante de la vie, absence de paix sociale et montée de la violence, aucune vision future possible de stabilité... ».

La récurrence des crises politiques témoigne de l'échec patent des dirigeants malgaches à instaurer des institutions démocratiques solides et à mettre en place une politique tournée vers le bien commun. La crise est profonde à Madagascar. Pour le SeFaFi, l'Observatoire de la vie publique à Madagascar : « l'instabilité politique, économique et sociale, devenue chronique à Madagascar, tire son origine de la théorie et de la pratique du pouvoir d'Etat » (sacralisation du pouvoir et absence de consensus sur le rôle et le fonctionnement de l'Etat... ; personnalisation du pouvoir et servitude aux solidarités ethniques et aux intérêts privés). Il apparaît en outre que les raisons de cet échec massif et continu semblent relever de dispositions institutionnelles et des pratiques du pouvoir. Pour le SeFaFi, du point de vue institutionnel : « les régimes successifs ont tout fait pour renforcer le pouvoir des dirigeants, et exclure toute alternance. Les présidents successifs ont tous imposé les changements constitutionnels qui leur convenaient ». La monopolisation du pouvoir s'est traduite par ailleurs par la création d'un parti unique ou dominant maintenu au pouvoir grâce au délitement des contre pouvoirs (recours au truquage électoral ; médias bâillonnés ; Eglises instrumentalisées...).

Mais d'autres facteurs d'ordres socioculturels handicapent aussi grandement la vie politique malgache souligne le SeFaFi, et que l'on retrouve dans tous les comportements : « la peur et la jalousie, et leur corollaire, le manque de confiance en l'autre. Ce manque de confiance explique la prolifération et l'impuissance des partis politiques, chacun voulant être le premier chez lui et ne faisant confiance qu'à ses proches. (...) Mais l'urgence s'impose de forger une vision commune de la nation, et de favoriser l'engagement de tous les citoyens à sa réalisation. ».

Objectif : tenter de construire un projet de société avec notre partenaire FFF-MM à travers la mise en place d'un programme de « formation des encadreurs sociaux pour une citoyenneté responsable »

FFF-MM (« Formation éducation mutuelle et animation socio culturelle pour devenir des malgaches efficaces ») a été créé en 1992 par des universitaires de retour d'exil de France à l'avènement de la démocratie par Albert Zafy. Ceux-ci avaient pour ambition de former des jeunes en langue malgache dans le but de les rendre acteurs du développement. Aujourd'hui, FFF-MM se considère avant tout comme un organisme de ressources et de recherche. Il dispose de 12 antennes relais qui fonctionnent en réseau de formations.

Charlotte Boulanger

Chargée de mission Afrique au CCFD-Terre Solidaire

Source : http://ccfd-terresolidaire.org/ewb_pages/i/info_2180.php